

Convention constitutive d'un groupement de

CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES

conformément aux articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2026

Reçu en préfecture le 01/07/2026

Publié le

ID : 079-200041317-20260622-C__36_06_2026-DE



Il est constitué un groupement de commandes entre les personnes désignées ci-dessous :

- La commune de Niort, représentée par son Maire, agissant en application de la délibération du 29 juin 2026
- Le Centre Communal d'Action Sociale représenté par sa Vice-Présidente, agissant en application de la délibération du 11 juin 2026
- La Communauté d'agglomération du Niortais, représentée par son Président, agissant en application de la délibération du 22 juin 2026
- La commune d'Aiffres, représentée par son Maire, agissant en application de la délibération du
- La commune de Brûlain, représentée par son Maire, agissant en application de la délibération du
- La commune de Chauray, représentée par son Maire, agissant en application de la délibération du
- La commune de Fors, représentée par son Maire, agissant en application de la délibération du
- La commune de Frontenay Rohan Rohan, représentée par son Maire, agissant en application de la délibération du
- La commune de Germond Rouvre, représentée par son Maire, agissant en application de la délibération du
- La commune de Mauzé Sur Le Mignon, représentée par son Maire, agissant en application de la délibération du
- La commune de Plaine d'Argenson, représentée par son Maire, agissant en application de la délibération du
- La commune de Prahecq, représentée par son Maire, agissant en application de la délibération du
- La commune de Saint Georges De Rex, représentée par son Maire, agissant en application de la délibération du
- La commune de Saint Martin De Bernegoue, représentée par son Maire, agissant en application de la délibération du
- La commune de Saint Maxire, représentée par son Maire, agissant en application de la délibération du
- La commune de Saint Symphorien, représentée par son Maire, agissant en application de la délibération du
- La commune de Vouillé, représentée par son Maire, agissant en application de la délibération du

ARTICLE 1 - OBJET DU GROUPEMENT

Les membres désignés ci-dessus décident de créer un groupement de commande pour l'achat de prestations de contrôles et vérifications périodiques réglementaires sur la période 2027-2030.

ARTICLE 2 - DUREE DU GROUPEMENT

Le groupement est réputé constitué, une fois la présente convention signée et rendue exécutoire, jusqu'à la fin des missions du coordonnateur définies à l'article 3 ci-dessous.

ARTICLE 3 - DESIGNATION ET MISSIONS DU COORDONNATEUR

3.1 - Désignation du coordonnateur

Le coordonnateur du groupement est la commune de Niort.

Il est désigné pour la durée de la convention, au terme des missions définies ci-dessous.

3.2 - Missions du coordonnateur

Ses missions se limitent à la gestion de la passation, la signature et la notification (missions de base) du ou des contrats.

Le coordonnateur assure les missions suivantes

- Organisation, si nécessaire, du Comité technique du groupement.
- Définition des prestations.
- Recensement des besoins.
- Choix de la procédure.
- Rédaction des cahiers des charges et constitution des dossiers de consultation.
- Rédaction et envoi des avis d'appel à la concurrence.
- Expédition ou mise à disposition des dossiers aux entreprises.
- Centralisation des questions posées par les entreprises, ainsi que des réponses.
- Réception des candidatures (1^{er} temps en procédure restreinte) et des offres.
- Convocation et organisation de la Commission d'appel d'offres si besoin, rédaction des procès-verbaux.
- Analyse des offres, régularisation et négociation le cas échéant.
- Présentation du dossier et de l'analyse en CAO
- Information des entreprises évincées (stade candidatures et stade offres).
- Rédaction et envoi de l'avis d'intention de conclure le cas échéant.
- Constitution des dossiers de marchés et/ou accords-cadres (mise au point, signature, ...).
- Transmission au contrôle de légalité avec le rapport de présentation si besoin.
- Notification.
- Information au Préfet.
- Rédaction et envoi de l'avis d'attribution.
- Passation des avenants
- Reconduction.
- Assistance en cas de litige.

Par la même convention, les membres du groupement autorisent le coordonnateur à signer les contrats sans qu'il soit besoin pour eux de soumettre cette autorisation à leur assemblée.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Respecter les demandes du coordonnateur et y répondre dans le délai imparti.
- Transmettre un état de ses besoins, par le biais éventuellement de fiches de recensement.
- Participer si besoin, à la demande du coordonnateur, à la définition des prescriptions administratives et techniques (élaboration des CCAP, CCTP, règlement de la consultation, participation au Comité technique).
- Exécuter le contrat à hauteur de ses besoins préalablement déterminés (cf. annexe 1), en respectant les clauses du/des contrat(s) signé(s) par le coordonnateur.
- Inscrire le montant estimatif de l'opération qui le concerne (cf. annexe 1) dans son budget.
- Informer le coordonnateur de tout litige né à l'occasion de l'exécution de son/ses contrat(s); le règlement des litiges relevant de la responsabilité de chacun des membres du groupement.

Chaque collectivité est responsable de ses engagements et le coordonnateur ne saurait en aucun cas être tenu responsable de tout litige qui pourrait naître du fait du non-respect par un membre du groupement de ses obligations.

ARTICLE 5 - COMMISSION D'APPEL D'OFFRES

La Commission d'appel d'offres (CAO) chargée de l'attribution du ou des contrat(s) est celle du coordonnateur.

ARTICLE 6 - CAPACITE A ESTER EN JUSTICE

Le représentant du coordonnateur peut ester en justice pour les procédures dont il a la charge. Il informe et consulte les membres sur sa démarche et son évolution.

ARTICLE 7 - SUBSTITUTION DU COORDONNATEUR

Dans toute hypothèse où le coordonnateur ne serait plus en mesure d'assurer son rôle, une convention modificative ou un avenant interviendra pour désigner un nouveau coordonnateur.

En cas de retrait du coordonnateur, si aucun membre ne souhaite assurer cette fonction, la dissolution du groupement sera constatée.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS FINANCIERES

8.1 - Indemnisation du coordonnateur

Le coordonnateur n'est pas indemnisé par les membres des charges correspondant à ses fonctions.

8.2 - Frais de justice

L'ensemble des membres du groupement porte la responsabilité de la procédure de passation.

En cas de condamnation financière du coordonnateur par une décision devenue définitive d'une juridiction administrative, le coordonnateur divise la charge financière par le nombre de membres pondéré par le poids relatif de chacun d'entre eux dans le ou les contrat(s) concernés par la décision de justice.

Il effectue l'appel de fonds auprès de chaque membre du groupement pour la part qui lui revient.

Convention constitutive d'un groupement de commandes pour

CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES RÉGLEMENTAIRES

conformément aux articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2026

Reçu en préfecture le 01/07/2026

Publié le

ID : 079-200041317-20260622-C__36_06_2026-DE

ARTICLE 9 - MODALITES D'ADHESION OU DE RETRAIT DES MEMBRES DU GROUPEMENT

9.1 - Adhésion

L'adhésion d'un membre du groupement est impossible en cours d'exécution du ou des contrats. L'adhésion d'un membre du groupement ne peut intervenir qu'à l'occasion d'une nouvelle consultation.

L'adhésion d'un nouveau membre est soumise à l'accord du coordonnateur.

Chaque membre adhère au groupement par une décision prise selon ses règles propres. Cette décision, qui précise l'étendue des besoins, est notifiée au coordonnateur par simple lettre. Cette demande doit intervenir au plus tard au stade de la définition des besoins du groupement. L'adhésion donne lieu à la conclusion d'un avenant à la présente convention signé par le coordonnateur, au nom de l'ensemble des membres du groupement et le nouveau membre, la convention étant jointe en annexe à l'avenant.

9.2 - Retrait

Le retrait d'un membre du groupement est impossible en cours d'exécution du ou des contrats. Le retrait d'un membre du groupement ne peut intervenir qu'à l'occasion d'une nouvelle consultation.

Le retrait d'un membre du groupement donne lieu à la conclusion d'un avenant à la présente convention signée par le coordonnateur, au nom de l'ensemble des membres du groupement et le membre sortant.

En cas de constat de retrait anticipé d'un membre du groupement, entraînant la modification de l'équilibre économique et/ou la résiliation du/des contrat(s) en cours d'exécution, les conséquences financières en résultant restent intégralement à la charge du membre démissionnaire.

Fait en un exemplaire

A, le

Pour la commune de Niort (coordonnateur)

Convention constitutive d'un groupement de

CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES RÉGLEMENTAIRES

conformément aux articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 079-200041317-20260622-C__36_06_2026-DE

A, le

Pour le Centre Communal d'Action Sociale

Convention constitutive d'un groupement de

CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES REGLEMENTAIRES

conformément aux articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 079-200041317-20260622-C__36_06_2026-DE

A, le

Pour la Communauté d'Agglomération du Niortais

Le Vice-Président Délégué

Claude BOISSON

Convention constitutive d'un groupement de

CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES RÉGLEMENTAIRES

conformément aux articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2026

Reçu en préfecture le 01/07/2026

Publié le

ID : 079-200041317-20260622-C__36_06_2026-DE

A, le

Pour la commune d'Aiffres

Convention constitutive d'un groupement de

CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES RÉGLEMENTAIRES

conformément aux articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2026

Reçu en préfecture le 01/07/2026

Publié le

ID : 079-200041317-20260622-C__36_06_2026-DE

A, le

Pour la commune de Brûlain

Convention constitutive d'un groupement de

CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES RÉGLEMENTAIRES

conformément aux articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2026

Reçu en préfecture le 01/07/2026

Publié le

ID : 079-200041317-20260622-C__36_06_2026-DE

A, le

Pour la commune de Chauray

Convention constitutive d'un groupement de

CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES RÉGLEMENTAIRES

conformément aux articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2026

Reçu en préfecture le 01/07/2026

Publié le

ID : 079-200041317-20260622-C__36_06_2026-DE

A, le

Pour la commune de Fors

Convention constitutive d'un groupement de

CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES RÉGLEMENTAIRES

conformément aux articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 079-200041317-20260622-C__36_06_2026-DE

A, le

Pour la commune de Frontenay Rohan Rohan

Convention constitutive d'un groupement de

CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES RÉGLEMENTAIRES

conformément aux articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2026

Reçu en préfecture le 01/07/2026

Publié le

ID : 079-200041317-20260622-C__36_06_2026-DE

A, le

Pour la commune de Germond Rouvre

Convention constitutive d'un groupement de

CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES RÉGLEMENTAIRES

conformément aux articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 079-200041317-20260622-C__36_06_2026-DE

A, le

Pour la commune de Mauzé Sur Le Mignon

Convention constitutive d'un groupement de

CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES RÉGLEMENTAIRES

conformément aux articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2026

Reçu en préfecture le 01/07/2026

Publié le

ID : 079-200041317-20260622-C__36_06_2026-DE

A, le

Pour la commune de Plaine d'Argenson

Convention constitutive d'un groupement de

CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES RÉGLEMENTAIRES

conformément aux articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2026

Reçu en préfecture le 01/07/2026

Publié le

ID : 079-200041317-20260622-C__36_06_2026-DE

A, le

Pour la commune de Prahecq

Convention constitutive d'un groupement de

CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES RÉGLEMENTAIRES

conformément aux articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2026

Reçu en préfecture le 01/07/2026

Publié le

ID : 079-200041317-20260622-C__36_06_2026-DE

A, le

Pour la commune de Saint Georges De Rex

Convention constitutive d'un groupement de

CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES RÉGLEMENTAIRES

conformément aux articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 079-200041317-20260622-C__36_06_2026-DE

A, le

Pour la commune de Saint Martin De Bernegoue

Convention constitutive d'un groupement de

CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES RÉGLEMENTAIRES

conformément aux articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2026

Reçu en préfecture le 01/07/2026

Publié le

ID : 079-200041317-20260622-C__36_06_2026-DE

A, le

Pour la commune de Saint Maxire

Convention constitutive d'un groupement de

CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES RÉGLEMENTAIRES

conformément aux articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2026

Reçu en préfecture le 01/07/2026

Publié le

ID : 079-200041317-20260622-C__36_06_2026-DE

A, le

Pour la commune de Saint Symphorien

Convention constitutive d'un groupement de

CONTRÔLES ET VÉRIFICATIONS PÉRIODIQUES RÉGLEMENTAIRES

conformément aux articles L2113-6 à L2113-8 du Code de la Commande Publique

Envoyé en préfecture le 01/07/2026
Reçu en préfecture le 01/07/2026
Publié le
ID : 079-200041317-20260622-C__36_06_2026-DE

A, le

Pour la commune de Vouillé